

## Green Deal d'Ursula von der Leyen : peut (beaucoup) mieux faire



La présidente de la commission Européenne, Ursula von der Leyen a présenté récemment son programme de "Green new deal". S'agissant de "réconcilier l'économie avec la planète" ce programme de 24 pages sous forme de vœux interroge sur sa viabilité.

Avec Samuel  
Furfari

### **Atlantico : Le programme, proche des choix énergétiques allemands, préconise des objectifs de 100% d'énergies renouvelables pourtant peu pilotables et *in fine* polluantes. Pourquoi un tel dogmatisme autour de ces sources d'énergies ?**

**Samuel Furfari :** Soyons précis. La Commission européenne, mais aussi le Conseil européen dans ses conclusions du 13 décembre, ne laissent pas entendre qu'il y aura 100% d'énergie renouvelable, mais qu'il y aura neutralité carbone. Ce n'est pas la même chose. Cela signifie que personne ne rêve à arriver à 100% d'énergies renouvelables, mais que les émissions générées par l'usage des énergies fossiles – car il en restera – devront être compensées par la capture et stockage (CCS) du CO<sub>2</sub> voire – pour ceux qui y croient parce qu'ils n'ont pas de notions de thermodynamique – l'utilisation du CO<sub>2</sub>.

Toutefois vous avez raison. La majorité de cette neutralité devra être atteinte par le développement des énergies renouvelables, personne ne se faisant trop d'illusion sur l'économie du CCS. Il s'agit d'un dogmatisme en faveur des énergies renouvelables. On fait semblant d'oublier que la politique en faveur de ces énergies a débuté il y a plus de 45 ans en réaction à la crise pétrolière. Ensuite la frénésie du changement climatique a poussé cette volonté en dehors du raisonnable. Depuis 2000 on estime que l'UE et ses États membres ont dépensés un trillion d'euros – un million de million – pour atteindre 1,9% d'énergie éolienne et 0,5% d'énergie photovoltaïque dans le bilan d'énergie primaire. En plus, comme résultat de la nature intermittente de ces énergies idolâtrées, il y a une augmentation de la facture que tout consommateur observe sans toutefois qu'on lui explique de manière claire que cela est dû à cette politique en faveur des énergies renouvelables.

N'aurait-il pas été plus sage d'observer les résultats du premier objectif de 20% d'énergies renouvelables qui avait été fixé pour 2020 ? En 2021 nous aurons les résultats et on verra ce qui aura été fait. Il est vrai qu'attendre ces résultats aurait été bien démoralisant vu le nombre d'États membres qui n'atteindront pas leur objectif, y compris l'Allemagne. N'oublions pas que dans la directive en faveur des énergies renouvelables en vigueur depuis décembre 2018, il n'y a aucune obligation pour les États membres mais uniquement pour l'UE, les gouvernements ayant refusé lors du Conseil européen d'octobre 2014 que des objectifs contraignants leur soient imposés. L'objectif n'est que collectif : armons-nous et partez !

Cette directive est le résultat d'un compromis laborieux entre les trois institutions de l'UE. La Commission européenne avait proposé un objectif de 27% pour 2030, sous la pression du Parlement européen ils ont abouti au compromis de 32%. Comment prétendre à présent que l'on pourrait soudainement atteindre 50-55% ?

---

Nous assistons à une fuite en avant qui n'apportera que déception auprès des citoyens lorsqu'il devront observer que les promesses ne seront pas tenues

**Sur la question des usages, la solution des batteries électrique montre des signes de faiblesses : faiblesse du recyclage, goulets d'étranglement productif autour des terres rares mais aussi du cuivre... Est-ce le symptôme d'une écologie plus idéologique que pragmatique?**

Certainement. Mais selon moi il y a un problème bien plus important ! Pour remplacer seulement 10% du parc automobile français avec des véhicules électriques il faudra en cas de charge lente (5 kW dans le garage domestique) une puissance électrique supplémentaire de 16.2 GW soit l'équivalent de 16 réacteurs nucléaires. Pour l'instant la capacité installée en France est de 133 GW. Ne parlons même pas de la charge rapide qui exigera avant la mise en place d'un réseau intelligent qui n'existe que sur papier. On se demande si derrière cette frénésie du véhicule électrique il n'y a pas le lobby nucléaire, une énergie qui a tellement de mérite que je ne comprends pas pourquoi il faut utiliser la peur du changement climatique ou du besoin de véhicules électriques pour la justifier.

Ensuite une fois que l'on aura installé toutes ces nouvelles centrales il faudra renforcer les câbles de distribution vers les maisons. C'est une technologie banale, mais le cuivre est cher et éventrer les trottoirs de nos villes pour y installer ce nouveau réseau coûtera cher. Qui payera ? Le consommateur électrique. Le véhicule électrique existe et possède d'innombrables qualités, dont celle de ne pas polluer en ville. Mais tant que l'on ne résoudra pas la question de l'approvisionnement électrique, il restera une niche pour les nantis, comme le montre les ventes en croissance d'une marque bien connue.

**Pourquoi un tel aveuglement dans la rédaction de ce plan ? Quelle sont ces chances, mêmes partielles, d'aboutir ?**

L'UE a réussi la réunification de l'Europe. Nous avons créé un fantastique espace de paix et de prospérité. Un « rapport exploratoire » qui avait été soumis à Jacques Delors en novembre 1991 évoquait la nécessité de trouver « une nouvelle métaphore » pour donner sens à la nouvelle UE. Ce nouveau métarécit est la peur du changement climatique. Je sais qu'il y a des députés européens qui n'y croient pas mais ils n'osent pas le dire en public. On est en pleine omerta !

Pourtant l'accord de Paris et les COP montrent bien, qu'à part l'UE et certains de ses États membres, il n'y a pas d'engagement sérieux sur la question.

Il y a cela deux raisons. Premièrement et contrairement à ce qu'on laisse constamment entendre en France, il n'y a pas d'urgence climatique et il n'y a pas de corrélation irréfutable entre les émissions de CO<sub>2</sub> et l'augmentation de température qui a eu lieu il y a une vingtaine d'années. C'est une évidence mais cachée par les médias et les activistes.

D'autre part, la consommation d'énergie est indissociable de l'activité économique. C'est une notion de physique élémentaire, l'énergie étant la même notion que le travail : le travail requiert de l'énergie. La croissance économique que nous vivons depuis des décennies a fait que depuis la COP-1 on a assisté à une augmentation spectaculaire des émissions de CO<sub>2</sub> mondiale de + 58% ! Si on veut réduire les émissions de CO<sub>2</sub> il y a deux et seulement deux méthodes qui ont fait leurs preuves : la récession économique prônée par les écologistes profonds – comme l'a très bien montré la crise économique de 2008-2010 – et le nucléaire. Oui, le nucléaire est la seule solution praticable pour ne pas que les émissions de CO<sub>2</sub> continuent d'augmenter à cause de la demande croissante en énergies fossiles pour, entre autre, répondre à la demande de bien-être de la population Africaine comme je viens de le montrer dans mon livre publié ce mois (L'urgence d'électrifier l'Afrique – L'Harmattan). Or la haine du nucléaire remonte à la fin des années 1960, soit un quart de siècle avant la peur du changement climatique. Je suis persuadé que le jour où il faudra admettre qu'il faut passer massivement au nucléaire pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>, les activistes admettront enfin que le changement climatique est naturel.